

Subdivision Déchets

Courriel : [uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr)

Nîmes, le **15 SEP. 2024**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2024-042 DREAL**

complémentaire à l'arrêté préfectoral n°11.058N du 16 août 2011 réglementant le fonctionnement du centre de transit, de tri de déchets non dangereux et de compostage de déchets verts, exploité par la **PAPREC MEDITERRANEE à PUJAUT**.

Le préfet du Gard,  
Chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- VU** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le titre IV du livre V du Code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- VU** le livre V de la partie réglementaire du Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement ;
- VU** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- VU** le décret du 24 avril 2024 nommant M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- VU** l'arrêté n° 30-2024-05-06-00001 du 6 mai 2024 donnant délégation de signature à M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 03.174 N du 17 novembre 2003, autorisant l'extension du centre de tri et de transit de déchets industriels banals et de déchets ménagers pré-triés exploité par la **SAS PAPREC RESEAU à PUJAUT** ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11.058 N du 16 mai 2011, autorisant l'extension des stockages et réglementant l'exploitation d'un centre de transit, de regroupement et de tri de déchets non dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques, exploité par la **SAS PAPREC RESEAU à PUJAUT** ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 14.004 N du 14 janvier 2014 complémentaire à l'arrêté préfectoral N° 11.058 N du 16 mai 2011 réglementant les garanties financières de l'exploitation du centre de transit, de regroupement et de tri de déchets non dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques; exploité par la **SAS PAPREC RESEAU à PUJAUT** ;
- VU** la lettre du 18 août 2020 faisant part du changement de dénomination sociale de la société PAPREC RESEAU pour adopter la dénomination PAPREC MEDITERRANEE ;
- VU** la lettre reçue le 18 janvier 2022, par laquelle M. Frédéric ISOUARD, directeur de Territoire de la société PAPREC MEDITERRANEE a transmis, à la préfecture du Gard, le dossier du porter à connaissance concernant la modification de certaines dispositions d'exploitation du centre de transit, de tri de déchets non dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques, que sa société exploite sur le territoire de la commune de PUJAUT ;
- VU** le dossier de porter à connaissance et la demande d'examen au cas par cas joint à la lettre reçue le 18 janvier 2022 ;
- VU** la dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas n°DREAL-UID30-2022-02 du 21 février 2022 comme défini à l'article R.122-3 du Code de l'environnement ;
- VU** les plans des installations concernées et des lieux environnants ;
- VU** l'ensemble des pièces du dossier ;
- VU** les modélisations des flux thermiques radiatifs issus de scénarios d'incendie réalisées le 13 janvier 2022 (annexe 3 du porter à connaissance) ;
- VU** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 17 juillet 2024 ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 22 juillet 2024 ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées en date du 21 août 2024 ;
- VU** la participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19 du Code de l'environnement qui s'est tenue du 5 août au 20 août 2024 ;
- VU** la réponse de l'exploitant du 26 août 2024 à la participation du public ;
- VU** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 2 septembre 2024 ;

L'exploitant entendu ;

**CONSIDÉRANT** que PAPREC Méditerranée étant déjà autorisé bénéficie de l'antériorité sur les rubriques modifiées par les décrets n° 2014-285 du 3 mars 2014, n° 2015-1200 du 29 septembre 2015, n°2016-630 du 19 mai 2016 et décret n°2018-458 du 06 juin 2018 ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de porter à connaissance susvisé permet d'apprécier l'impact des modifications projetées en ce qui concerne les risques chroniques et technologiques ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications ne nécessitent pas l'élaboration d'une étude d'impact selon la décision n°DREAL-UID30-2022-02 du 21 février 2022 susvisée ;

**CONSIDÉRANT** en particulier que des éléments fournis dans le dossier et de leur examen vis-à-vis des critères définis à l'article R.181-46 du Code de l'Environnement, il apparaît que les modifications projetées sont considérées comme non substantielles ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'importance des installations nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de dispositions permettant de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les engagements de l'exploitant doivent être complétés par des prescriptions d'installation et d'exploitation nécessaires à la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement susvisé, y compris en situation accidentelle ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'autorisation doivent être suffisamment précises pour limiter les litiges susceptibles de survenir dans l'application du présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications présentées n'entraînent pas l'apparition des zones d'effets (létaux ou irréversibles) liées à des accidents potentiels dont l'étendue géographique dépasse les limites du site ;

**CONSIDÉRANT** que les moyens de lutte contre l'incendie prévus par l'arrêté préfectoral n° 11.058 N du 16 mai 2011 susvisé restent adaptés aux modifications sollicitées par pétitionnaire ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.181-14 du code de l'environnement dispose notamment :  
*« L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;*

**CONSIDÉRANT** que l'article R.181-45 du code de l'environnement dispose notamment :  
*« Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L.181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-22 à R.181-32.*

*Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit.*

*Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2. [...] » ;*

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

**ARRÊTE :**

## Article 1. Portée de l'autorisation.

### Article 1.1. Bénéficiaire.

Les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n°11.058 N du 16 mai 2011 précité sont annulées et remplacées par celles fixées ci-après :

« La **SAS PAPREC MEDITERRANEE** dont le siège social se trouve 7 rue du docteur Lancereaux, 75 008 PARIS et le siège local chemin des Falaises 30 131 PUJAUT est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à procéder à l'extension de ses stockages et à poursuivre l'exploitation de son centre de transit, de regroupement et de tri de déchets non dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques sur la commune de PUJAUT, lieu-dit « Les Terrasses », parcelles N°s 1392, 1409, 1410, 1429, 1496, 1497, 1498, 1537, 513, 514 et 530 de la section C du plan cadastral.

La capacité de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux est de l'ordre de 55 736 t/an. »

### Article 1.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Les dispositions de l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral n°11.058 N du 16 mai 2011 précité sont annulées et remplacées par celles fixées ci-après :

« Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées sous les rubriques suivantes :

<i>Désignation et importance de l'installation</i>	<i>Rubrique</i>	<i>Régime</i>
Installation de traitement de déchets non dangereux, par des moyens mécaniques (broyage), la quantité totale de déchets susceptibles d'être traités étant de 200 t/j : <ul style="list-style-type: none"><li>• broyage déchiquetage de papier : <b>200 t/j</b> (20x10h)</li></ul>	2791-1	A
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux, non inertes (résidus urbains pré-triés, non souillés, issus de collectes sélectives), le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant d'environ <b>3 026 m<sup>3</sup></b> répartis comme il suit : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>2 500 m<sup>3</sup></b> de déchets d'éléments d'ameublement ;</li><li>• <b>393 m<sup>3</sup></b> de déchets non dangereux ;</li><li>• <b>132 m<sup>3</sup></b> de refus de tri.</li></ul>	2716-1	E
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux, de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant d'environ <b>4 744 m<sup>3</sup></b> répartis comme il suit : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>3 433 m<sup>3</sup></b> de papiers, cartons, plastiques ;</li><li>• <b>1 311 m<sup>3</sup></b> de déchets de bois.</li></ul>	2714-1	E
Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut, le volume susceptible d'être entreposé étant de <b>987 m<sup>3</sup></b> .	2711-2	D



Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface occupée étant de <b>88 m²</b> .	2713-2	NC
Station-service, non ouverte au public, de distribution de liquides inflammables de la 2 <sup>ème</sup> catégorie, le volume annuel de carburant distribué (coefficient 1) étant de l'ordre de <b>2 750 m³</b> de gazole.	1435-2	DC
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés Quantité totale de gasoil présents sur le site : <b>34 tonnes</b>	4734-1	NC
<b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution</b> 2. Pour les autres stockages Quantité totale de GNR présent sur le site : <b>4 tonnes</b>	4734-2	NC

. »

### Article 1.3. Liste des déchets admis sur le centre de tri.

Les dispositions de l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral n° 11.058 N du 16 mai 2011 précité sont annulées et remplacées par celles fixées ci-après :

«

Nature des déchets admis sur le centre	Nature des déchets interdits sur le centre	Traitement réalisé	Destination (Mode d'élimination)	Quantité maximale journalière traitée
Déchets industriels, artisanaux et commerciaux propres et secs, constitués de papiers, cartons, matières plastiques, ferrailles et bois et relevant de la catégorie des déchets dangereux.	- Ordures ménagères brutes - Déchets industriels dangereux - Déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD) issus des ménages - Résidus d'amiante libre	Tri, broyage, compactage	Recyclage Régénération Valorisation énergétique	200 t/j
Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).	- Déchets hospitaliers - Déchets liquides - Déblais et gravats souillés non valorisables - Déchets d'emballage ayant contenu des produits phytosanitaires	Tri, conditionnement réexpédition	traitement pour recyclage des métaux dans centre agréé	
Déchets ménagers pré-triés, non	- Déchets résultant de	Tri, broyage, compactage	Recyclage Régénération	

souillés, issus de la collecte sélective des particuliers et des collectivités (papiers, cartons, plastiques, propres et secs).	l'incinération (mâchefer, cendre, REFIOM)			
Déchets végétaux.	- Déchets présentant l'une des caractéristiques (à l'exception des tubes fluorescents) suivantes : . explosif . inflammable	Transit, réexpédition	Valorisation énergétique	
Déchets inertes constitués de déblais et de gravats de démolition valorisables.	. radioactif . non pelletable . pulvérulent . contaminé	Transit et tri	Valorisation	

. »

#### **Article 1.4. Conformité aux plans et données du dossier – Modifications.**

Les dispositions de l'article 1.6 de l'arrêté préfectoral n° 11.058 N du 16 mai 2011 précité sont annulées et remplacées par celles fixées ci-après :

« Les installations sont implantées, réalisées et exploitées selon les dispositions détaillées dans les études d'impact et de dangers et conformément aux plans, autres documents et engagements présentés par l'exploitant dans le dossier de la demande d'autorisation initiale et du dossier de porter à connaissance référencé Version 0 de janvier 2022, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Par application de l'alinéa II de l'article R 181-46 du Code de l'environnement, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation. »

#### **Article 1.5. Réglementations particulières.**

Les dispositions de l'article 1.8 de l'arrêté préfectoral n° 11.058 N du 16 mai 2011 précité sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté, les textes suivants sont notamment applicables à l'exploitation des installations :

Arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714

- (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
  - Règlement (UE) n° 2024/590 du Parlement européen et du Conseil du 07/02/24 ; relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ;
  - le règlement (CE) n° 2024/1157 du parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 concernant les transferts de déchets ;
  - les articles R. 543-17 à R 543- 41 du Code de l'environnement relatifs aux substances dites « PCB » ;
  - les articles R. 543-172 à R. 543- 206 du Code de l'environnement relatifs à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements ;
  - les articles R. 543-66 à R. 543-72 du Code de l'environnement relatifs aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;
  - les articles R. 543-75 à R. 543-123 du Code de l'environnement relatifs à certains fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques ;
  - les articles R. 541-42 à R. 541-45 et R. 541-47 à R. 541-48 du Code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets ;
  - arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
  - arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
  - arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications ;
  - arrêté ministériel du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive ;
  - arrêté ministériel du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
  - arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ;
  - arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
  - arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement abrogeant l'arrêté ministériel du 29 février 2012

dispositions du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux du Languedoc-Roussillon en vigueur. »

## **1.6. Conditions de stockages.**

### **1.6.1. Conditions de stockage des balles en attente d'expédition.**

Les dispositions de l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral n° 11.058 N du 16 mai 2011 précité sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les balles de papiers, cartons, plastiques, sont stockées à l'intérieur du centre de tri, sur des emplacements séparés par des allées de circulation, limitant le risque de transmission du feu en cas de sinistre. La hauteur des stockages est limitée à 4 m.

Les autres stockages des balles de papiers, cartons, plastiques, s'effectuent à l'extérieur du centre de tri :

- sous les auvents n°s 1, 2 et 3, sous forme d'îlots dont la hauteur est limitée à 3 et 3m50 pour les DEEE,
- dans la cour intérieure pour un stockage de balles de papiers / cartons : la surface des îlots n°16 et 17 limitée à 156 m<sup>2</sup> et d'un volume de 1 250 m<sup>3</sup> séparés par un mur coupe feu 2 heures en mégablocs de 4 m de hauteur.

Les stockages sous auvents sont disposés de manière à ce que la surface et l'éloignement entre îlots respectent les dispositions de la note de modélisation des flux thermiques Ref Ver0/01/11/2022 du porter à connaissance de janvier 2022. En particulier :

- la hauteur des stockages est limitée à 3 m,
- la surface de l'îlot n°1 (DEEE) est limitée à 236 m<sup>2</sup>,
- la surface des îlots n°s 10, 11, 14 et 13 est limitée à 60 m<sup>2</sup>,
- la surface des îlots n°s 9 et 12 est limitée respectivement à 132 m<sup>2</sup> et 150 m<sup>2</sup>,
- la surface de l'îlot n°2 (DEA) est limitée à 625 m<sup>2</sup> et est séparé de l'îlot 1 par un mur coupe feu 2 heures en mégablocs de 4 m de hauteur,
- les distances entre îlots sont de 9 m sous l'auvent N°1, de 10 m sous l'auvent n°2. »

### **1.6.2. Stockage des déchets de bois.**

Les dispositions de l'article 9.5 de l'arrêté préfectoral n° 11.058 N du 16 mai 2011 précité sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les déchets de bois sont entreposés sur une dalle bétonnée étanche, située sur la parcelle n° 1498. Le volume de bois stocké est limité à 1 311 m<sup>3</sup>.

Le dépôt de bois est positionné à plus de 15 mètres de tout bâtiment ou stockage de produits inflammables ou dangereux, ainsi que de la limite de propriété.

Les zones de stockage de matières combustibles, ainsi définies, sont délimitées par des marquages indélébiles. »



## **Article.2. Publicité.**

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :  
<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

## **Article.3. Délai et voie de recours.**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de NÎMES soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

## **Article.4. Exécution.**

Le secrétaire général, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) OCCITANIE - unité inter-départementale Gard-Lozère, le maire de PUJAUT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société PAPREC MEDITERRANEE.

**Le Préfet,**

Pour le préfet,  
le secrétaire général

  
Yann GÉRARD

